



**VILLE DU
PRADET**



CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

**DE LA COMMUNE DU PRADET
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR**

ANIMATION DE LA ZONE AGRICOLE PROTEGEE

2024

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,

La **Commune du Pradet**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Hervé STASSINOS, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite commune, autorisé par délibération du conseil municipal N° du 2023.

Ci-après dénommée « La Commune »

Sise
Hôtel de Ville
Parc Victor Cravéro
83 220 LE PRADET
SIRET : 21830098600013

Et,

D'autre part,

La **Chambre d'Agriculture du Var** représentée en sa qualité de Présidente par Madame Fabienne JOLY,

Ci-après désignée «CA83 »,

Sise
26 Boulevard Jean Jaurès - CS 40 203
83006 DRAGUIGNAN CEDEX

Programme : 5
Code Activité : 06030400

Article 1. Objet de la convention

A. Missions et ambitions respectives des parties

a. Les ambitions de la Commune du Pradet

En 2023, la Commune du Pradet a mis en place un périmètre de Zone Agricole Protégée (ZAP) pour préserver à long terme les espaces agricoles sur son territoire. Le projet agricole, adossé, à la ZAP ambitionne de développer l'installation sur le territoire et de favoriser la reconquête agricole sur les terres en friches.

Pour 2024, la commune souhaite mettre en œuvre les moyens pour réaliser les actions liées à son projet agricole et ainsi faire vivre le périmètre de ZAP.

b. La Chambre Départementale d'Agriculture du Var

La CA83 est un établissement public, au service des agriculteurs et des collectivités, investi d'une double mission :

- **Une mission institutionnelle** : pour représenter et défendre les intérêts généraux de l'agriculture varoise,
- **Une mission économique** : pour informer, conseiller, former et accompagner au mieux chaque agriculteur et les structures collectives agricoles dans la mise en œuvre de leur projet ; ainsi que les collectivités locales, dans la définition et la mise en œuvre de leur politique agricole territoriale.

B. La volonté commune de s'engager

Depuis 2017, un travail conjoint a été conduit par la commune de Le Pradet et la CA83 ayant abouti à l'approbation d'une Zone Agricole Protégée et la formalisation d'un projet agricole de territoire .

Face à la dynamique agricole du territoire, en 2023, la Métropole TPM, au travers de sa convention stratégie Foncière signée avec la CA83 a fait émerger l'animation foncière à l'attention des propriétaires de terres en friche. Pour 2024, la commune a souhaité poursuivre les actions engagées par TPM et la CA83 sur son territoire grâce à une collaboration renforcée avec la CA83. L'objectif est de mener conjointement des actions d'animation du périmètre de ZAP et de développement agricole.

Ainsi, les acteurs s'engagent à continuer la mise en commun de leurs moyens pour leurs actions en vue de répondre aux différents enjeux de l'agriculture.

OBJECTIFS ET FINALITES DE LA PRESENTE CONVENTION

- ⇒ **Engager des actions d'animation de la Zone Agricole Protégée**
 - ⇒ **Permettre le redéveloppement agricole du territoire**

Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture

Action 1. Animer le périmètre de ZAP et mobiliser le foncier en friche ↗ Mission CA83

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Mobiliser le foncier agricole dans le périmètre de la ZAP en vue de favoriser le développement agricole.	Le foncier agricole est une ressource précieuse, soumise à pression sur le territoire. Une ZAP est en place sur la commune. Il s'agit à présent de poursuivre la sensibilisation des propriétaires de terres en friche au travers d'actions ciblées.	Favoriser la libération du foncier en friche à des fins d'exploitations ou d'installations. Mise en relation propriétaires de foncier en friche et porteurs de projets.

En détail,

Objet

L'objectif du projet est de poursuivre l'animation foncière amorcée sur le territoire au travers de la convention de stratégie foncière métropolitaine par des actions plus ciblées.

Champ d'intervention :

En 2024, cette mission pourra se décliner en plusieurs actions :

- Relance des propriétaires ayant été invités à la réunion d'animation de septembre 2023 (mails/sollicitations téléphoniques pour ceux qui ont la plus grande surface, courriers pour les autres...). Cette action s'appuiera sur des échanges avec la commune qui travaillera de pair avec la CA83 pour actualiser les listings des propriétaires et identifier quels sont ceux qui seront contactés en direct ;
- Organisation d'un « friche dating » : café rencontre propriétaires-agriculteurs. Cette rencontre sera organisée sur le territoire et fera appel à l'appui logistique de la Mairie. Les autres partenaires agricoles du territoire que sont le service développement agricole de MTPM et la Safer seront invités à ce « friche-dating » ;
- Mise en place d'actions de communication (article ZAP, valorisation d'un porteur de projet installé dans la ZAP, présentation en mairie de l'Outil Mise en Valeur des Terres incultes...) ;
- ...

Livrables	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Support de présentation des différentes réunions de sensibilisation, bilan d'activité, Plaquette de communication, articles.	Nombre de propriétaires sensibilisés. Nombre d'hectares remis en culture.	2024	LAN Emmanuelle

Action 2. Développer un projet d'installation agricole sur le site de La Pauline

En synthèse,

Ambition	Besoin territorial	Visée opérationnelle
Installer des jeunes exploitants.	L'offre et la demande en production alimentaire est déséquilibrée. Pour développer l'offre, il faut installer de nouveaux exploitants afin de répondre à la demande.	Remise en culture du secteur de la Pauline.

En détail,

Objet

La commune du Pradet est propriétaire d'un secteur en friche agricole situé au lieu-dit La Pauline et souhaiterait installer un ou plusieurs agriculteurs pour le remettre en valeur. En 2023, grâce à la Convention de stratégie foncière entre MTPM et la CA83, une analyse du potentiel agronomique des terres a pu être réalisé. Il s'agit, pour 2024, d'accompagner la commune dans la recherche d'un candidat.

Champ d'intervention :

Il s'agit de mettre en place les conditions de réussite d'une installation sur une parcelle publique par les actions suivantes :

- Montage d'un appel à candidature par le service installation de la CA83 soumis par la suite à la Mairie pour échange et complétude ;
- Diffusion auprès des porteurs de projets du Point Accueil Installation et au travers d'autres canaux potentiels (bulletin municipal par exemple) ;
- Organisation d'un comité de sélection pour entendre les porteurs de projets (CA83, SAFER, Commune, Métropole, ...) ;
- Sélection et accompagnement du candidat dans son installation.

Livrable	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Contact CA83
Bilan d'activité	Nb de candidats ayant répondu à l'AAP Installation d'un candidat	2024	Clélie BARRAL

Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Le budget prévisionnel de la convention s'élève à **7 440 €**.

<i>Budget prévisionnel</i>	En €
Action 1. Animer le périmètre de ZAP et mobiliser le foncier en friche	4 836 €
Action 2. Développer un projet d'installation agricole sur le site de La Pauline	2 604 €
TOTAL	7 440 €
<i>Participation financière CA83 (10%) dont fonds CASDAR</i>	744,00 €
TOTAL à la charge de la commune	6 696,00 €
TOTAL arrondi à la charge de la commune	6 600,00 €

Article 4. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la commune s'engage à verser à la CA83 une subvention d'un montant de **6 600 €** sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention.

La CA83 finance 10% du coût de son intervention.

Les règlements seront effectués au terme de la convention sur présentation du bilan d'activité et du titre de recette. Le bilan d'activité sera transmis au 31 janvier 2025 au plus tard.

Les factures seront déposées sur chorus pro comme la législation le prévoit (article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014).

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte DGFIP IBAN FR76 1007 1830 0000 0010 1241 766.

Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre du partenariat ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la collectivité en format shape avec une convention de partage de données numériques. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou étude devra recueillir l'accord des deux parties.

Article 6. Durée de la convention

La convention est annuelle. Elle débute au 1/01/2024 et arrivera à terme au 31/12/2024.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire...).

Article 7. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties d'une des dispositions de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 8. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires.

À Draguignan, le

Pour la commune du Pradet	Pour la Chambre D'Agriculture du Var
Hervé STASSINOS <i>Le Maire</i>	Fabienne JOLY <i>Présidente</i>